

COORDONNEES DU MAITRE D'OEUVRE

Si l'étude du projet, la réalisation et le suivi des travaux sont confiés à un maître d'œuvre autorisé (expert forestier, salarié de coopérative agréé, ingénieur ou technicien de l'ONF, de la DDAF), indiquer ses coordonnées.

Organisme :	Nom :	prénom :
Adresse :		
Code postal : _ _ _ _ _ _ _	Commune :	
☎ : _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _	Téléphone portable : _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _	
N° de télécopie : _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _	Mél :	

CARACTERISTIQUES DU PROJET

Dans le cas d'un projet situé sur plusieurs communes, désignation de la commune portant la partie de l'investissement la plus importante :

a) Localisation cadastrale des ouvrages : prévoir une ligne par tronçon ou nature d'ouvrage

Désignation des ouvrages tels qu'identifiés sur le plan cadastral <small>(faire figurer ici le n° de l'ouvrage indiqué sur votre plan cadastral)</small>	Quantité projetée par nature d'opérations (ml ou m²)	Nom de la (des) commune (s) de situation du projet	Liste des parcelles concernées (section, numéro, subdivision)
	_ _ _ _ _ _ _ , _ _		
	_ _ _ _ _ _ _ , _ _		
	_ _ _ _ _ _ _ , _ _		
	_ _ _ _ _ _ _ , _ _		
	_ _ _ _ _ _ _ , _ _		
	_ _ _ _ _ _ _ , _ _		
	_ _ _ _ _ _ _ , _ _		

Totaux par nature d'opérations

	_ _ _ _ _ _ _ , _ _
	_ _ _ _ _ _ _ , _ _
	_ _ _ _ _ _ _ , _ _
	_ _ _ _ _ _ _ , _ _
	_ _ _ _ _ _ _ , _ _

b) Nature, descriptif du projet (intitulé, présentation synthétique de l'opération, objectifs,)

c) Garantie de gestion durable dans le cas d'un dossier individuel (joindre obligatoirement le justificatif précisé par la notice)

La propriété forestière desservie par le projet, bénéficie d'une garantie ou présomption de gestion durable suivante :

- aménagement forestier dans le cas d'une forêt relevant du Régime forestier
- plan simple de gestion obligatoire
- plan simple de gestion volontaire
- règlement type de gestion
- adhésion à un code de bonnes pratiques sylvicoles
- autre (Zone NATURA 2000 : adhésion à une charte ou à un contrat,)

d) Opération s'inscrivant dans un schéma directeur de desserte forestière : (précisez toutes les références utiles du document de planification et la place du projet dans ce dernier)

e) Opération présentée dans le cadre d'une stratégie locale de développement (précisez laquelle et la place du projet au sein de la stratégie locale de développement) :

f) Opération collective portée par une structure de regroupement: (indiquez le nombre de partenaires)

g) Calendrier prévisionnel des investissements

➤ Date prévisionnelle de début du projet : _____ (mois, année)

année de réalisation des travaux	dépense prévisionnelle correspondante (€)
	□□□□ □□□□
	□□□□ □□□□
	□□□□ □□□□
TOTAL des dépenses prévues	□□□□ □□□□

➤ Date prévisionnelle de fin du projet : _____ (mois, année)

DEPENSES PREVISIONNELLES D'APRES DEVIS

a) Dépenses matérielles

ajouter un tableau comportant les mêmes colonnes si besoin

Désignation des ouvrages tels qu'identifiés sur le plan cadastral	Nature des opérations ou investissements	unité	Prix unitaire € HT / mètre linéaire ou m ²	Quantité demandée	Montant prévisionnel hors taxe par action (€)	Nom du fournisseur à l'origine du devis	Devis joint
			□□□□□, □□□	□□□□, □□□	□□□□□□□, □□□		
			□□□□□, □□□	□□□□, □□□	□□□□□□□, □□□		
			□□□□□, □□□	□□□□, □□□	□□□□□□□, □□□		
			□□□□□, □□□	□□□□, □□□	□□□□□□□, □□□		
			□□□□□, □□□	□□□□, □□□	□□□□□□□, □□□		

montant prévisionnel total des investissements matériels □□□□□□□, □□□

b) Dépenses immatérielles

Les dépenses immatérielles (études d'opportunité écologique, économique et paysagère préalable et maîtrise d'œuvre) sont à additionner. Leur montant éligible total hors taxe est plafonné à 12 % du montant HORS TAXE des travaux principaux et annexes.

Nature de la prestation	Prestataire à l'origine du devis	Montant € prévisionnel HT
maîtrise d'œuvre		□□□□□, □□□
		□□□□□, □□□
		□□□□□, □□□

montant prévisionnel total des investissements immatériels □□□□□□□, □□□

Montant prévisionnel TOTAL des investissements matériels et immatériels □□□□□□□□, □□□

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

Financement du projet <i>Indiquer les financeurs sollicités</i>	Montant en € hors taxe
Etat + Union Européenne (FEADER)	□□□□□□□□, □□□
	□□□□□□□□, □□□
	□□□□□□□□, □□□
	□□□□□□□□, □□□
Montant total de l'aide publique sollicitée	□□□□□□□□, □□□
Montant de l'auto – financement	□□□□□□□□, □□□
Montant prévisionnel total de l'investissement	□□□□□□□□, □□□

Les investissements faisant l'objet du présent dossier peuvent être financés jusqu'à hauteur de 50% pour les dossiers individuels, l'aide accordée à parité par le Fonds européen agricole pour le développement rural et l'Etat étant de 40% maximum du montant éligible. L'aide pourra être de 80% pour les dossiers portés par une structure de regroupement autorisée, ou s'inscrivant dans un schéma de desserte validé ou une stratégie locale de développement reconnue, l'aide accordée à parité par le Fonds européen agricole pour le développement rural et l'Etat étant de 70% maximum du montant éligible.

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR *(Cocher les cases)*

Je demande (nous demandons) à bénéficier de l'aide à la desserte forestière au titre du dispositif **125-A** du Plan de développement rural hexagonal (PDRH) 2007-2013.

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

- n'avoir pas sollicité pour le même projet d'autres crédits publics que ceux indiqués la présente demande,
- avoir pris connaissance des points de contrôle spécifiques à ce dispositif d'aide figurant dans la notice d'information annexée au présent formulaire,
- être informé et avoir pris connaissance des textes réglementaires liés à la demande et consultables à la DDAF,
- avoir pris connaissance des délais maximum de début d'exécution et de réalisation des travaux qui s'attachent à mon projet, et qui figurent dans la notice d'information, au delà desquels tout ou partie de la subvention serait caduque de plein droit,
- avoir la libre disposition des terrains sur lesquels les travaux sont projetés,
- que le projet pour lequel la subvention est sollicitée n'a reçu aucun commencement d'exécution (signature de bon de commande, approbation de devis, ordre de service...) avant la date de dépôt de la demande.
- être à jour de mes cotisations fiscales et sociales (*GF, GFA, GFR*)
- l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes.

Je m'engage (nous nous engageons) sous réserve de l'attribution de l'aide :

- à détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif demandé par l'autorité compétente, pendant dix ans à compter de la date de notification de la décision juridique,
- à informer la DDAF de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, de mes engagements, du contenu de mon projet,
- à transmettre sans délai à la DDAF la déclaration de début des travaux,
- à réaliser l'opération présentée dans ma demande conformément aux conditions techniques et financières définies par les textes, notamment l'arrêté régional en vigueur, et la décision attributive d'aide,
- à faire appel au maître d'œuvre mentionné dans le présent formulaire pour la réalisation de mon projet,
- à remplir les obligations de résultat fixées par l'arrêté régional en vigueur,
- à ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits publics en plus de ceux inscrits au plan de financement prévisionnel du projet,

Je suis informé(e) (nous sommes informés) qu'en cas d'irrégularité ou de non respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) que, conformément au règlement communautaire n°1974/2006, annexe 6, paragraphe 2 .1 l'Etat publiera au moins une fois par an, sous forme électronique ou sous une autre forme, la liste des bénéficiaires recevant une aide dans le cadre du programme de développement rural hexagonal, l'intitulé des actions et le montant des fonds publics qui sont alloués à ces actions. Cette parution se fait dans le respect de la loi « informatique et liberté » ((loi n°78-17 du 6 janvier 1978)

ENGAGEMENTS SUPPLEMENTAIRES SI LE DEMANDEUR EST UN OGE C OU COOPERATIVE: *(Cocher les cases)*

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

- avoir obtenu de la part du/des propriétaire(s) concernés l'autorisation de réaliser ces travaux sur leurs terrains,
- avoir reçu des propriétaires des terrains sur lesquels les travaux sont projetés, l'engagement écrit :
 - que les terrains à desservir seront affectés à la production forestière et conserveront leur vocation forestière pendant cinq ans à compter de la date à laquelle intervient la décision juridique,
 - de maintenir l'état fonctionnel de la route ou de la piste pendant cinq ans à compter de la date à laquelle intervient la décision juridique,
 - de garantir le libre accès à la propriété aux autorités compétentes chargées des contrôles, pour l'ensemble des paiements que je sollicite,
 - de pouvoir apposer une plaque comportant les éléments de publicité requis par la réglementation communautaire,
 - qu'ils n'ont pas sollicité et ne solliciteront pas à l'avenir, pour le projet réalisé sur leur terrain, d'autres aides publiques.

ENGAGEMENTS SUPPLEMENTAIRES SI LE DEMANDEUR AGIT A TITRE INDIVIDUEL : *(Cocher les cases)*

Je m'engage (nous nous engageons) sous réserve de l'attribution de l'aide :

- à laisser affectés à la production et à la vocation forestière les terrains desservis par le présent projet pendant cinq ans à compter de la date à laquelle intervient la décision juridique,
- à maintenir l'état fonctionnel de la route ou de la piste pendant cinq ans à compter de la date à laquelle intervient la décision juridique,
- à permettre et faciliter l'accès à ma propriété forestière aux autorités compétentes chargées des contrôles, pour l'ensemble des paiements que je sollicite, pendant cinq ans à compter de la date à laquelle intervient la décision juridique,
- à apposer une plaque explicative lorsque l'action menée implique un investissement d'un montant total supérieur à 50 000 euros et à installer un panneau lorsque le montant total de l'investissement dépasse 500 000 euros. Ces supports comprennent le logo européen, la mention " Fonds européen agricole pour le développement rural: l'Europe investit dans les zones rurales", ainsi qu'une description du projet. Ces éléments relatifs à la publicité de la participation européenne doivent occuper 25 % du support. Le lieu sera précisé dans la décision juridique attributive.

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES ET DOCUMENTS A PRODUIRE POUR LA CONSTITUTION DU DOSSIER COMPLET

Pièces	Type de demandeur concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie à la DDAF	Sans objet
1 exemplaire original du présent formulaire de demande d'aide complété et signé par le porteur du projet	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Preuve d'identité				
Acte constitutif: copie de la publication au JO ou récépissé de déclaration en préfecture ⁽¹⁾	Associations loi 1901, AFF, ASA, ASL, Fondations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Extrait k bis ⁽¹⁾	Sociétés civiles et sociétés commerciales, coopératives (OGEC), Groupements (sociétés civiles):GF, GFA, GFR	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Preuve de propriété				
Extrait de matrice cadastrale récent et à jour ou acte notarié	Tout demandeur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Preuve de représentation légale ou de pouvoir				
Demandeurs non détenteurs de la propriété				
Pouvoir de tutelle ou curatelle	Tuteur légal ou curateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Accord sous seing privé	Usufruitier ou nu-propriétaire (<i>selon la qualité du demandeur</i>)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Mandat des co-indivisaires, ou des co-propriétaires ou de l'époux demandeur mais non propriétaire ou de toutes personnes se partageant le droit de propriété	Mandataire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Mandat des propriétaires	OGEC	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Décision du Président ou CR d'Assemblée générale	Associations loi 1901, AFF, ASA, ASL, Fondations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Décision du gérant ou CR d'Assemblée générale et pouvoir du co-gérant en cas de co-gérance	Sociétés civiles dont groupements (SCI, GF, GFA, GFR), sociétés commerciales dont coopératives (OGEC)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet	Toutes personnes publiques: collectivités territoriales et leurs groupements, ASA, ASL, EP d'enseignement ou hospitaliers, GIP, SAFER	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si subvention > 23 000 €				
Personnes morales de droit privé				
extrait des statuts Derniers bilan et compte de résultat approuvés par l'assemblée et le rapport du commissaire aux comptes s'il y en a un	Associations loi 1901, AFF, ASA, ASL, Fondations Sociétés civiles (SCI), sociétés commerciales dont coopératives (OGEC)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres pièces administratives				
Relevé d'identité bancaire ⁽¹⁾	Le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Liste nominative récapitulative des propriétaires dont les projets sont regroupés	Structures de regroupement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Liste des aides publiques perçues au titre du règlement "de minimis" dans les 3 années qui précèdent la signature du présent formulaire	Toutes les personnes privées, physique ou morales.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pièces techniques				
Fiche d'information, étude simple de rentabilité et d'évaluation d'impact	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Plan de situation au 1/25 000 daté signé	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Plan de masse cadastrale daté signé avec indication du Nord et échelle de type graphique, à une échelle permettant de présenter toutes les indications sur le projet (intégration de l'opération dans un schéma de desserte lorsqu'il existe) ainsi que les références cadastrales des parcelles concernées.	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Autorisations de sortie sur les voiries publiques, établies par les collectivités compétentes.	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Devis descriptif et estimatif prévisionnel détaillé du coût des travaux par nature de dépense et détaillant : <ul style="list-style-type: none"> • Les routes (empierrées) • Les pistes (non empierrées) • Les places de dépôt ou de retournement • Les points noirs • Les investissements immatériels (maîtrise d'œuvre et/ou étude préalable) 	tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Justificatif de gestion durable (décision agrément PSG, approbation d'aménagement, ou attestation d'adhésion à un RTG ou un CBPS) dans le cas d'un dossier individuel	Tous les dossiers individuels	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

⁽¹⁾ Attention : Vous n'avez pas à produire les pièces qui sont déjà en possession de la DDAF, de la DRAF, du Conseil Régional, ou du Conseil général, à condition que vous ayez déjà autorisé explicitement l'administration à transmettre ces justificatifs à d'autres structures publiques, dans le cadre de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide vous concernant.

- Pour l'extrait K-bis : il n'est pas à fournir si vous l'avez déjà remis à la DDAF après la dernière modification statutaire intervenue. Dans ce cas, merci d'indiquer ici la date d'effet de la dernière modification statutaire : ... / ... / Dans le cas contraire, un K-bis original doit être fourni.
- Pour le RIB : il n'est pas à produire si le compte bancaire est déjà connu de la DDAF. Dans le cas contraire (compte inconnu ou nouveau compte), vous devez fournir le RIB du compte sur lequel l'aide doit être versée (une copie du RIB lisible, non raturée, non surchargée est acceptée).

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

j'autorise je n'autorise pas ⁽²⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

⁽²⁾ Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales (à titre d'exemple: vérification du respect du taux maximum d'aides publiques).

Fait à _____ le _____

Signature(s) du demandeur :

(du gérant en cas de formes sociétaires, du mandataire en cas d'indivision)